

EUROMAT

Rapport annuel 2011-2012

Belgium

1. Législation

La crise politique vécue dans notre pays a jeté des bâtons dans les roues en ce qui concerne la promulgation des soixante arrêtés royaux et ministériels annoncés pour pouvoir faire appliquer toutes les nouvelles stipulations de la Loi du 10 janvier 2010 publiée au Moniteur belge le 1^{er} février 2010.

Lors de la rédaction de notre précédent rapport annuel, seuls treize arrêtés royaux avaient été promulgués suite à la décision du gouvernement démissionnaire/sortant de considérer la mise en vigueur de la nouvelle loi sur les jeux comme une affaire courante.

A ce jour, nous comptabilisons 20 arrêtés royaux en application de la Loi du 10 janvier 2010. Parmi ceux-là, il est important de vous citer les arrêtés royaux suivants :

- 21/06/2011 – Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 15 décembre 2004 relatif au mode d'interdiction d'accès aux établissements de jeux de hasard de classe I et II.
→ *Exclusion à la demande d'un tiers. A partir du 15/07/2011, les assistants sociaux et autres intéressés peuvent introduire une demande auprès de la Commission des jeux de hasard pour interdire l'accès d'un joueur pathologique à un casino ou à une salle de jeux.*
- 21/06/2011 – Arrêté royal relatif à la forme de la licence supplémentaire et aux modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence supplémentaire en matière de jeux de hasard.
→ *Les fournisseurs de jeux de hasard sur l'internet peuvent depuis septembre 2011 demander une licence. Les licences prendront effet à partir de janvier 2012. A partir de cette date, tous les sites de jeux non titulaires d'une licence seront poursuivis et il sera demandé aux fournisseurs d'accès de bloquer les sites. Seuls les titulaires de licences A (casinos), B (salles de jeux) et F1 (agences de paris) peuvent prétendre à une licence supplémentaire.*
- 27/07/2011 – Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 23 mai 2003 relatif aux modalités de surveillance et de contrôle des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe I, au moyen d'un système informatique approprié.
→ *La modification se rapporte à l'obligation de conserver les enregistrements vidéos pendant huit semaines au lieu de quatre.*

Dans le cadre de la lutte contre la fraude, le nouveau gouvernement a proclamé des mesures fiscales pour le renforcement de la lutte. L'une des dispositions prévoit une diminution par

étape du seuil des 15.000 euros pour les paiements au comptant, à 3.000 euros d'ici au plus tard 2014.

2. L'interdiction générale de fumer

Au 1^{er} juillet 2011, une interdiction générale de fumer dans l'Horeca a été mise en application. Les conséquences de cette interdiction ont été et sont encore catastrophiques. Malgré l'autorisation d'aménagement de fumoirs équipés d'un système d'extraction de fumée et conformes à des mesures strictes, les débits de boissons voient leur chiffre d'affaires diminuer. Quand aux revenus émanant des bingos, ils ont diminué de près de 20 pour cent.

3. Les taxes

En date du 3 octobre 2011, le gouvernement wallon, par la publication au Moniteur belge, a annoncé l'indexation annuelle de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement. Il s'agissait d'une augmentation de 3,67 %.

Le budget 2012 de la Région Bruxelles Capitale a prévu une augmentation de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement. Le montant de la taxe de la catégorie A a été portée de 3.570 euros à 4.460 euros. Quand au montant d'imposition d'office pour le placement d'appareils dont l'exploitation est interdite a été doublée : 10.000 euros au lieu de 5.000 euros.

En Région flamande, les taxes sont restées inchangées.

En date du 1^{er} janvier 2012, les tarifs des taxes sur les appareils automatiques de divertissement par Région étaient les suivants :

	Région Bruxelles	Région flamande	Région wallonne
Cat. A	4.460,00 euros	3.570,00 euros	1805,80 euros
Cat. B	1.290,00 euros	1.290,00 euros	1168,45 euros
Cat. C	350,00 euros	350,00 euros	371,79 euros
Cat. D	250,00 euros	250,00 euros	265,56 euros
Cat. E	150,00 euros	150,00 euros	159,35 euros

4. Licences & machines

Le nombre de machines pouvant être exploitées par site reste inchangé.

Un nombre maximum de licences est octroyé pour les casinos (licence A) et les salles de jeux (licence B), soit respectivement 9 et 180 licences. A la fin mars 2012, la Commission des jeux de hasard a délivré 4 licences A+ (casinos en ligne) et 10 licences B+ (salles de jeux en ligne).

En ce qui concerne les débits de boissons, à la fin mars 2012, 7524 licences C étaient octroyées, soit 462 licences de moins qu'à la même période l'an dernier.

5. Internet

Suite à l'arrêté royal promulgué le 21 juin 2011, plusieurs casinos et salles de jeux de l'automatique ont fait la demande auprès de la Commission des jeux de hasard pour l'octroi d'une licence précaire afin de pouvoir proposer leurs jeux en ligne. En date du 28 mars 2012, la Commission des jeux de hasard a délivré quatre licences A+ (casinos en ligne) et 10 licences B+ (salles de jeux en ligne) à ceux dont les conditions qualitatives satisfaisaient en matière de jeux de hasard. A ce jour, seuls trois titulaires de licences F1 ont obtenu une licence précaire F1+ afin de pouvoir proposer leurs paris en ligne.

Dans le cadre de la protection du joueur, la Commission des jeux de hasard a signé un accord avec la Fédération belge du secteur financier (Febelfin) et différents fournisseurs d'accès. Depuis le mois de février 2012, les sites de jeux illégaux sont bloqués. La Commission des jeux de hasard établit depuis lors deux listes, à savoir la « *white list* » qui reprend les sites internet autorisés et la « *black list* » qui reprend tous les autres sites. Ces listes sont transmises aux fournisseurs d'accès internet, qui peuvent ainsi bloquer les sites sans licence, et à Febelfin, qui sur base de ces informations, peut décider de ne plus exécuter certaines transactions financières de clients douteux.

La liste dite *black list* est régulièrement complétée et la Commission des jeux de hasard souhaite pouvoir bloquer d'ici la fin de l'année l'accès à 100 sites de jeux. Elle se focalise sur les 100 plus importants sites web de jeux et paris qui attirent soit les joueurs belges, soit les mineurs d'âge, ou ces sites qui ont un rapport avec la criminalité. Celui qui gère un site de jeux/paris illégal, encoure une amende de 600.000 euros. Celui qui joue sur ces sites illégaux peut également encourir une amende pouvant s'élever jusqu'à 150.000 euros.

Les sites web qui n'ont pas obtenu (ou qui ne veulent pas obtenir) de licence de la Commission des jeux de hasard, distribuent sur le web un mode d'emploi sur la manière de contourner le blocage de leur site web. « *Comment puis-je tout de même jouer en Belgique sur un site de casino bloqué ?* » Ces fournisseurs ne veulent pas payer d'impôts. Ils ne veulent pas de limite sur la perte horaire. Ils ne veulent pas imposer de période de 'cooling-off' aux joueurs ayant dépassé leur montant maximum de jeu et ils refusent tout contrôle sur leur solvabilité financière et sur leur campagne publicitaire.

Depuis le mois de février de cette année, près de 160 millions d'euros auraient été misés sur les sites légaux. Nous comptons actuellement 115.000 joueurs en ligne mais ce nombre devrait atteindre les 300.000 endéans les deux années à venir.